

F. 99 — 220

[C - 99/27035]

**17 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon
visant à appliquer certaines dispositions du décret du 11 octobre 1985
organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine**

Le Gouvernement wallon;

Vu le décret du 11 octobre 1985 organisant la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine, notamment, les articles 4, 8, 10, 12 et 13;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 15 octobre 1987 relatif aux missions, à l'organisation, au financement et à la gestion du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine, notamment les articles 18 et 20;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juin 1991 désignant le secrétaire et le comptable du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine, notamment l'article 1^{er};

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de désigner dans les plus brefs délais un nouveau secrétaire du Fonds wallon d'avances suite à l'admission à la retraite, le 1^{er} octobre 1998, de l'ancien titulaire;

Considérant qu'il y a lieu de désigner des agents compétents pour procéder à la constatation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine;

Considérant qu'il y a lieu, à titre transitoire et jusqu'au 31 décembre 1999, de désigner un expert chargé de procéder à la constatation des dommages et au perfectionnement technique des agents compétents désignés par le Gouvernement;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le taux de la contribution à l'alimentation du Fonds wallon d'avances pour les années 1995 à 1999;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- décret du 11 octobre 1985 : le décret du 11 octobre 1985 organisant la réparation des dommages provoqués par les prises et des pompages d'eau souterraine;

- arrêté du Gouvernement du 27 juin 1991 : l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 juin 1991 désignant le secrétaire et le comptable du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine;

- Fonds wallon d'avances : le Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine;

- Division de l'Eau : la Division de l'Eau de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne;

Art. 2. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement du 27 juin 1991 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. La fonction de secrétaire du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine est assurée par M. Janusz Szwarcensztajn, premier attaché ».

Art. 3. En fonction de leur complexité, le secrétaire du Fonds wallon d'avances confie les dossiers de constatation de dommages, soit aux agents désignés à l'article 4 soit à l'expert visé à l'article 5 du présent arrêté.

Dans les conditions visées à l'article 4, § 4, du décret du 11 octobre 1985, le juge de paix, saisi d'un appel en conciliation, adresse son ordonnance au secrétaire du Fonds.

Art. 4. Les agents du Ministère de la Région wallonne, compétents pour la constatation des dommages provoqués par des prises et des pompages d'eau souterraine sont :

- les agents de niveau 1 affectés au service « eaux souterraines » des centres de Liège, Marche, Mons et Namur de la Division de l'Eau;

- les agents de niveau 1 affectés au siège central de la Division de l'Eau, Direction des eaux souterraines et chargés d'une fonction à caractère technique.

Art. 5. § 1^{er}. M. Cyrille De Pelsmaeker, ingénieur des mines, domicilié Résidence Christina Lodges, 88 à 7030 Saint-Symphorien, est, pour la période courant de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté au 31 décembre 1999, agréé en qualité d'expert pour procéder à la constatation des dommages provoqués par des pompages et des prises d'eau souterraine et assister les agents compétents également désignés à cette fin par le Gouvernement.

§ 2. L'expert est rémunéré pour la période d'agrément, par un montant forfaitaire de deux cent quarante mille francs.

Le montant est réduit de moitié si le nombre de dossiers confiés dans le cours de la période d'agrément est inférieur à 5.

Si aucun dossier n'est confié au cours de cette période, aucun montant n'est octroyé.

A l'expiration du quatrième trimestre de l'année 1998 et de chaque trimestre de l'année 1999, l'expert perçoit un cinquième de la rémunération maximum de 240 000 francs.

Si le nombre de dossiers traités durant la période d'agrément est inférieur à 5, l'expert rembourse les montants indûment octroyés au plus tard le 31 janvier de l'année 2000. A défaut, un intérêt forfaitaire de 15 % l'an sera automatiquement calculé et ajouté à la somme due.

§ 3. Si l'expert désigné estime le montant de sa rémunération insuffisant, eu égard au nombre de dossiers qui lui ont été confiés durant la période d'agrément, à leur importance et aux prestations accomplies, le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions peut, dans les limites des crédits budgétaires et sur proposition du secrétaire du Fonds wallon d'avances, lui allouer exceptionnellement un supplément d'honoraires.

§ 4. Les frais de dossier sont remboursés séparément, sur base d'un relevé trimestriel détaillé établi par l'expert pour chaque dossier. Pour le calcul de ces indemnités, l'expert est assimilé à un fonctionnaire de rang A4.

§ 5. Les frais de rémunération et de dossier sont imputés à charge du Fonds wallon d'avances.

Art. 6. Le taux de la contribution à l'alimentation du Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et des pompes d'eau souterraine est fixé, pour les années 1995 à 1999, à 0 franc par m³ d'eau prélevé l'année précédente.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre qui a l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 220

[C - 99/27035]

17. DEZEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Anwendung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. Oktober 1985 zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. Oktober 1985 zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden, insbesondere der Artikel 4, 8, 10, 12 und 13;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 15. Oktober 1987 über die Aufgaben, die Organisation, die Finanzmittel und die Verwaltung des Wallonischen Vorschufonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden, insbesondere der Artikel 18 und 20;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juni 1991 zur Bezeichnung des Sekretärs und des Rechnungsführers des Wallonischen Vorschufonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß der Anlaß besteht, infolge der Versetzung in den Ruhestand des früheren Amtsinhabers am 1. Oktober 1998 so schnell wie möglich einen neuen Sekretär des Wallonischen Vorschufonds zu bezeichnen;

In der Erwägung, daß der Anlaß besteht, Bedienstete zu bezeichnen, die für die Feststellung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden zuständig sind;

In der Erwägung, daß der Anlaß besteht, vorübergehend bis zum 31. Dezember 1999 einen mit der Feststellung der Schäden und der technischen Fortbildung der durch die Regierung bezeichneten zuständigen Bediensteten beauftragten Sachverständigen zu bezeichnen;

In der Erwägung, daß der Anlaß besteht, den Abgabesatz zur Finanzierung des Wallonischen Vorschufonds für die Jahre 1995 bis 1999 festzulegen;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- "Dekret vom 11. Oktober 1985": das Dekret vom 11. Oktober 1985 zur Regelung der Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden;

- "Erlaß der Regierung vom 27. Juni 1991": der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juni 1991 zur Bezeichnung des Sekretärs und des Rechnungsführers des Wallonischen Vorschufonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden;

- "Wallonischer Vorschufonds": der Wallonische Vorschufonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden;

- "Abteilung Wasser": die Abteilung Wasser der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region.

Art. 2 - Der Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 27. Juni 1991 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« Art. 1 - Das Amt des Sekretärs des Wallonischen Vorschufonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden wird von Herrn Janusz Szwarzensztajn, erster Attaché, wahrgenommen. »

Art. 3 - Der Sekretär des Wallonischen Vorschufonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden vertraut die Akten zur Feststellung der Schäden je nach deren Komplexität entweder den in Artikel 4 bezeichneten Bediensteten oder dem in Artikel 5 des vorliegenden Erlasses erwähnten Sachverständigen an.

Unter den in Artikel 4, § 4 des Dekrets vom 11. Oktober 1985 erwähnten Bedingungen richtet der von einem Schlichtungsantrag erfasste Friedensrichter seine Anordnung an den Sekretär des Fonds.

Art. 4 - Die für die Feststellung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden zuständigen Bediensteten des Ministeriums der Wallonischen Region sind:

- die den Zentraldienststellen für Grundwasser von Lüttich, Marche, Mons und Namur der Abteilung Wasser zugewiesenen Bediensteten der Stufe 1;
- die dem Hauptsitz der Abteilung Wasser, Direktion der Untergrundgewässer, zugewiesenen und mit einem Amt technischer Art betrauten Bediensteten der Stufe 1.

Art. 5 - § 1. Herr Cyrille De Pelsmaeker, Bergingenieur, wohnhaft in der Résidence Christina Lodges, 88, in 7030 Saint-Symphorien, wird für den Zeitraum ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bis zum 31. Dezember 1999 als Sachverständiger für die Feststellung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden und die Unterstützung der ebenfalls zu diesem Zweck durch die Regierung bezeichneten zuständigen Bediensteten zugelassen.

§ 2. Dem Sachverständigen wird für die Zulassungsdauer ein Pauschalbetrag in Höhe von zweihundertvierzigtausend BEF ausgezahlt.

Der Geldbetrag wird um die Hälfte herabgesetzt, wenn die Anzahl der im Laufe der Zulassungsdauer anvertrauten Akten unter 5 liegt.

Wird im Laufe der Zulassungsperiode keine Akte anvertraut, wird keine Geldsumme ausgezahlt.

Nach Ablauf des vierten Trimesters des Jahres 1998 und eines jeden Trimesters des Jahres 1999 erhält der Sachverständige ein Fünftel des Gehalts von höchstens 240 000 BEF.

Falls die Anzahl der im Laufe der Zulassungsdauer bearbeiteten Akten unter 5 liegt, erstattet der Sachverständige spätestens bis zum 31. Januar 2000 die unberechtigt zugeteilten Geldbeträge zurück. Mangels dessen wird unweigerlich ein Pauschalzins von 15 % pro Jahr berechnet und der zu zahlenden Geldsumme hinzugefügt.

§ 3. Falls der Sachverständige in Anbetracht der Anzahl der ihm im Laufe der Zulassungsdauer anvertrauten Akten, deren Umfangs und der erbrachten Dienstleistungen, sein Gehalt als unzureichend erachtet, kann der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, ihm im Rahmen der Haushaltsmittel und auf Vorschlag des Sekretärs des Wallonischen Vorschuffonds ausnahmsweise ein Mehrhonorar gewähren.

§ 4. Die Kosten für die Bearbeitung der Akten werden getrennt auf der Grundlage einer von dem Sachverständigen für jede Akte aufgestellten ausführlichen vierteljährlichen Abrechnung zurückerstattet. Der Sachverständige wird für die Berechnung dieser Vergütungen mit einem Beamten des Dienststranges A4 gleichgestellt.

§ 5. Die Kosten für das Gehalt und die Bearbeitung der Akten werden zu Lasten des Wallonischen Vorschuffonds verbucht.

Art. 6 - Der Abgabesatz zur Finanzierung des Wallonischen Vorschuffonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden wird für die Jahre 1995 bis 1999 auf 0 BEF je m³ Wasser, das im Vorjahr entnommen wurde, festgelegt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Dezember 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Region,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

—
VERTALING

N. 99 — 220

[C - 99/27035]

**17 DECEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering
tot toepassing van sommige bepalingen van het decreet van 11 oktober 1985
houdende het herstel van de schade veroorzaakt door het winnen en het oppompen van grondwater**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 oktober 1985 houdende het herstel van de schade veroorzaakt door het winnen en het oppompen van grondwater, inzonderheid op de artikelen 4, 8, 10, 12 en 13;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 15 oktober 1987 betreffende de opdrachten, de organisatie, de financiering en het beheer van het Waalse Voorschottenfonds voor het herstel van de schade veroorzaakt door het winnen en het oppompen van grondwater, inzonderheid op de artikelen 18 en 20;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juni 1991 tot aanwijzing van de secretaris en van de boekhouder van het Waalse Voorschottenfonds voor het herstel van de schade veroorzaakt door het winnen en het oppompen van grondwater, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk een nieuwe secretaris binnen het Waalse Voorschottenfonds moet worden aangewezen ter vervanging van de vorige secretaris die in ruste is gesteld op 1 oktober 1998;

Overwegende dat bevoegde personeelsleden moeten worden aangewezen om de schade vast te stellen die aangricht is door het winnen of het oppompen van grondwater;

Overwegende dat bij wijze van overgangsmaatregel tot 31 december 1999 een deskundige moet worden aangewezen om de schade vast te stellen en om te zorgen voor de technische bijscholing van de door de Regering aangewezen bevoegde personeelsleden;

Overwegende dat het percentage van de bijdrage ter spijzing van het Waalse Voorschottenfonds moet worden vastgelegd voor de jaren 1995 à 1999;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- decreet van 11 oktober 1985 : het decreet van 11 oktober 1985 houdende het herstel van de schade veroorzaakt door het winnen en het oppompen van grondwater;

- besluit van de Waalse Regering van 1991 : het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juni 1991 tot aanwijzing van de secretaris en van de boekhouder van het Waalse Voorschottenfonds voor het herstel van de schade veroorzaakt door het winnen en het oppompen van grondwater;

- Waals Voorschottenfonds : het Waalse Voorschottenfonds voor het herstel van de schade veroorzaakt door het winnen en het oppompen van grondwater;

- Afdeling Water : de Afdeling Water van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 2. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 1991 wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. Het secretariaat van het Waalse Voorschottenfonds voor het herstel van de schade veroorzaakt door het winnen en het oppompen van grondwater wordt waargenomen door de heer Janusz Szwarzensztajn, eerste attaché ».

Art. 3. De dossiers betreffende het vaststellen van de schade worden door de secretaris van het Waalse Voorschottenfonds toevertrouwd, hetzij aan de personeelsleden bedoeld in artikel 4, hetzij aan de deskundige bedoeld in artikel 5 van dit besluit, al naar gelang de complexiteit ervan.

De vrederechter, bij wie een oproep tot verzoening aanhangig wordt gemaakt, richt zijn beschikking aan de secretaris van het Fonds, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 4, § 4, van het decreet van 11 oktober 1985.

Art. 4. De door het winnen of het oppompen van grondwater aangerichte schade mag worden vastgesteld door de volgende personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest :

- de personeelsleden van niveau 1 aangesteld bij de dienst « grondwater » van de centra Luik, Marche, Bergen en Namen van de Afdeling Water;

- de personeelsleden van niveau 1 aangesteld bij de hoofdzetel van de Afdeling Water, Directie Grondwater, die een technisch ambt uitoefenen.

Art. 5. § 1. De heer Cyrille De Pelsmaeker, mijningenieur, woonachtig « Résidence Christina Lodges », 88, te 7030 Saint-Symphorien, wordt vanaf de inwerkingtreding van dit besluit tot 31 december 1999 erkend als deskundige om de schade vast te stellen die aangericht wordt door het winnen of het oppompen van grondwater, en om de bevoegde personeelsleden bij te staan die door de Regering zijn aangewezen om dezelfde opdracht te vervullen.

§ 2. Gedurende de erkenningsperiode is de bezoldiging van de deskundige gelijk aan een forfaitair bedrag van tweehonderdveertig duizend frank. Dat bedrag wordt gehalveerd als de deskundige tijdens de erkenningsperiode minder dan 5 dossiers toegewezen krijgt.

Als hem gedurende dezelfde periode geen enkel dossier wordt toevertrouwd, wordt geen bezoldiging uitbetaald.

Na verloop van het vierde kwartaal van het jaar 1998 en van elk kwartaal van het jaar 1999 ontvangt de deskundige een vijfde van de maximale bezoldiging van 240 000 BEF.

Als de deskundige gedurende de erkenningsperiode minder dan 5 dossiers behandelt, moet hij de ten onrechte toegekende bedragen terugbetalen uiterlijk 31 januari van het jaar 2000. Zo niet wordt hem jaarlijks automatisch een forfaitaire rente van 15 % aangerekend, die aan het verschuldigde bedrag wordt toegevoegd.

§ 3. Als de aangewezen deskundige oordeelt dat het bedrag van zijn bezoldiging onvoldoende is, gezien het aantal dossiers die hem tijdens de erkenningsperiode zijn toegewezen, het belang ervan en de verstrekte diensten, kan de voor Water bevoegde Minister, op voorstel van de secretaris van het Waalse Voorschottenfonds, hem uitzonderlijkwijs bijkomende honoraria toekennen, met inachtneming van de beschikbare begrotingskredieten.

§ 4. De dossierkosten worden afzonderlijk terugbetaald op grond van een uitvoerig driemaandelijks overzicht, dat voor elk dossier door de deskundige wordt opgemaakt. Voor de berekening van deze vergoedingen wordt de deskundige gelijkgesteld met een ambtenaar van rang A4.

§ 5. De bezoldigings- en dossierkosten worden gedragen door het Waalse Voorschottenfonds.

Art. 6. Het percentage van de bijdrage ter spijzing van het Waalse Voorschottenfonds voor het herstel van de schade aangericht door het winnen en het oppompen van grondwater wordt voor de jaren 1995 à 1999 vastgelegd op 0 frank per m³ water dat het jaar tevoren is gewonnen.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheden het Water behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 december 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN